

«Gilets jaunes»: ces manifestants blessés ou mutilés par la riposte policière

PAR KARL LASKE

ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 6 DÉCEMBRE 2018

Trois lycéens ont été grièvement blessés au visage, mardi et mercredi, par des tirs de flashball, lors de manifestations. Des plaintes doivent être déposées jeudi par les avocats des gilets jaunes blessés par des éclats de grenades assourdissantes GLI-F4, les 24 novembre et 1^{er} décembre à Paris.

Silencieusement, l'escalade a donc commencé. Débordé par la foule des « gilets jaunes » qui a déferlé, samedi 1^{er} décembre, sur Paris, Bordeaux, Toulouse, Marseille et de nombreuses autres villes, le gouvernement se prépare à durcir la réponse des forces de sécurité sur le terrain. Les lycéens, qui ont multiplié les blocages depuis lundi, viennent d'en avoir un aperçu. Mardi, une lycéenne de 16 ans a été grièvement blessée au visage, touchée à la mâchoire par un tir de flashball lors d'une manifestation à Grenoble (38). Mercredi, deux autres lycéens ont été blessés par des tirs au visage lors de rassemblements devant leurs établissements, au lycée Simone-de-Beauvoir de Garges-lès-Gonesse (95) et au lycée de Saint-Jean-de-Braye, près d'Orléans (45). Trois blessés graves pour les balbutiements d'une mobilisation. Ces tirs injustifiés sur des groupes d'élèves en disent long sur l'aveuglement et la nervosité des forces de l'ordre.



Forces de police place Saint-Augustin, à Paris, le 1er décembre. © karl laske

Les 24 novembre et 1^{er} décembre, en dépit du déluge de grenades lacrymogènes déversées sur les cortèges, de nombreux manifestants refusant la dispersion ont déjà été touchés par des plots de grenades de désencerclement, des éclats de grenades

assourdissantes GLI-F4 et des tirs de flashball. Faute d'organisation centralisée, les gilets jaunes ne disposent d'aucun bilan global, mais leurs comptes Facebook et Twitter ou des blogs locaux indiquent que la répression a été dure, partout. Selon un message posté par les personnels médicaux parisiens, « *plus de 162 personnes ont été prises en charge à l'AP-HP* » le soir du 1^{er} décembre. Des photos prises et postées avec l'accord des patients illustrent « *les blessures que causent les armes des forces de l'ordre* » (à suivre [ici](#), attention images choquantes). Le ministère de l'intérieur a quant à lui répertorié 263 blessés au niveau national.

Un groupe d'avocats, M^{es} Aïnoha Pascual, Chloé Chalot, William Bourdon, Raphaël Kempf et Arié Alimi, doit annoncer jeudi le dépôt simultané de plaintes de victimes blessées ou mutilées par des grenades lancées par les forces de l'ordre lors des manifestations des gilets jaunes. Vendredi, ils avaient déjà demandé par un courrier au ministre de l'intérieur de « *renoncer à l'usage des grenades GLI-F4* ». Les avocats rappelaient que « *la GLI-F4, grenade lacrymogène instantanée qui comporte une charge explosive de 25 grammes de TNT* », est « *utilisée en France contre les foules* », et « *ce malgré le risque de blessures mortelles* ». La France est par ailleurs le seul pays d'Europe « *à utiliser des munitions explosives en opération de maintien de l'ordre* », ont-ils précisé.

Parmi les victimes qui s'approprient à déposer plainte, plusieurs gilets jaunes grièvement blessés à Paris. D'abord Gabriel, 21 ans, qui a eu la main arrachée le 24 novembre, avenue Franklin-Roosevelt. Sa mère, Dominique, a déjà **rapporté** à Mediapart dans quelles circonstances la grenade GLI-F4 avait été lancée aux pieds de ses deux fils et de son neveu, alors qu'elle se trouvait à proximité et qu'aucun affrontement n'était en cours. Autre manifestant blessé le 24 novembre, Antonio se trouvait lui aussi vers le bas des Champs-Élysées, vers 17 heures, lorsqu'il a été touché par une grenade GLI-F4. « *Les gendarmes ont lancé plein de grenades*, explique Antonio à Mediapart. *Une grenade est tombée à mon pied et je n'ai pas eu le temps de réagir. J'ai senti que mon pied me brûlait et ce sont les*

gens autour de moi qui m'ont dit que j'étais en train de saigner. J'avais la chaussure explosée, un gros trou dans le pied, et un morceau de grenade à l'intérieur. Je ne suis pas près de remarquer... » Antonio a 21 jours d'arrêt de travail.

Samedi 1^{er} décembre, plusieurs manifestants ont été blessés grièvement à Paris. C'est le cas de Philippe, 41 ans, venu avec un groupe d'une quarantaine de gilets jaunes de Roanne et grièvement blessé par un éclat de grenade, une demi-heure après son arrivée place de l'Étoile. *« On s'était retrouvés au pied de l'Arc de triomphe vers 10 heures du matin, explique sa femme, Vanessa, à Mediapart. Et tout d'un coup, les policiers se sont mis à tirer des grenades lacrymogènes. On était noyés dans la fumée blanche, quand une grenade a explosé près de nous. J'ai vu Philippe revenir vers moi en se tenant le côté gauche du thorax. Et lorsqu'il a retiré sa main, elle était couverte de sang. Un ami lui a fait un point de compression et on l'a amené aux pompiers. Il avait reçu un éclat de cette grenade en plein thorax et ça lui avait sectionné une artère. Les médecins l'ont opéré dans la nuit de samedi. Ils ne savaient pas s'ils pourraient sauver son poumon. »* Alors qu'il est toujours sous oxygène, Vanessa s'apprête elle aussi à déposer plainte.

Ces tirs de grenades sur des manifestants, au début de la journée et alors qu'aucune barricade n'est encore apparue dans la capitale, montrent bien que les consignes des forces de l'ordre samedi 1^{er} décembre visaient à empêcher tout rassemblement en dehors du périmètre contrôlé, que Christophe Castaner a défini comme une « fan zone », avenue des Champs-Élysées. Même si des manifestants étaient prêts à en découdre, ces attaques sur les gilets jaunes sont largement responsables de l'embrasement qui a suivi. Dans la soirée, des unités de CRS et de compagnies de sécurisation et d'intervention (CSI) ont poursuivi indistinctement tout ce qui bougeait encore dans le quartier : manifestants, émeutiers et « casseurs » présumés.

« Nous aurons besoin de personnes solides pour pouvoir évacuer rapidement les blessés »

C'est ainsi que des **images** diffusées par Hors-Zone Press montrent des CRS investir un Burger King, avenue de Wagram, et matraquer au sol, gratuitement, des manifestants gilets jaunes qui s'étaient réfugiés à l'intérieur. Sur d'autres images, filmées rue de Berri, l'on voit un groupe de policiers d'une CSI poursuivre, puis frapper au sol à de multiples reprises un individu qui tente de leur échapper. Dans le même quartier, un jeune qui suivait en curieux les événements, Mehdi, a subi un traitement similaire et a déposé plainte, mercredi, au parquet de Paris pour violences. *« Mon client indique qu'il a été roué de coups lors de son interpellation, explique son avocat, M^e Yassine Bouzrou. Il a été sévèrement touché à l'œil et déjà opéré, mais il doit être réopéré, et les médecins ne savent pas si son œil pourra refonctionner. Il a également la mâchoire déboîtée. »*



Unité de CRS reprenant position autour de la place Vendôme, le 1er décembre. © karl Laske

Mais la violence ne s'est pas limitée à Paris, loin de là. À Toulouse, non loin de la gare Matabiau, le 1^{er} décembre vers 15 heures, Benoît, un manifestant, s'est écroulé lors d'une charge policière, vraisemblablement victime d'un tir de flashball. Il a été mis à l'abri dans un commerce puis exfiltré, avant de perdre connaissance. *« Il était encore conscient quand je l'ai vu et il avait l'œil tuméfié, explique Hugo, un jeune journaliste arrivé sur place, et qui filme une courte séquence. On ne l'a pas remarqué tout de suite, mais il avait du sang qui coulait de son oreille. »* Benoît est hospitalisé en neurochirurgie. *« Son état s'est aggravé dimanche de façon critique », a fait*

savoir la préfecture de Haute-Garonne, mais se serait stabilisé depuis, selon une information communiquée par sa famille mardi.

À Bordeaux, où plus de deux mille gilets jaunes ont manifesté, les forces de l'ordre sont intervenues à proximité de l'hôtel de ville. Un manifestant a eu la main arrachée par une grenade GLI-F4, tandis qu'un autre a eu la joue déchirée par un tir de flashball. Un blog de soutien a été ouvert pour aider Guy, 60 ans, touché au visage, à couvrir ses soins médicaux et juridiques. Selon sa belle-fille, « *il a obtempéré à l'ordre des CRS de quitter les lieux, mais en se retournant à mi-chemin, il a reçu un tir de flashball dans la joue* ».

Dans la ville, la violence des affrontements du 1^{er} décembre provoque une mobilisation chez les personnels de santé proches des gilets jaunes dans la perspective de samedi prochain. Un réseau de « *street medics* » s'est mis en place. Mercredi, le groupe compte déjà six infirmiers aides-soignants, sept pompiers, dix ambulanciers, dix-sept secouristes du travail et trente-six secouristes inscrits.

« *Nous aurons besoin de tout le monde, des personnes solides pour pouvoir évacuer rapidement les blessés, a détaillé une animatrice du réseau, des secouristes et membres hospitaliers évidemment, ainsi que des personnes pour surveiller l'environnement lors des interventions et éviter que des curieux n'entravent le bon déroulement des soins. Encore une fois, nous rappelons que la manifestation sera certainement dangereuse et préférons avertir les gens qui n'ont pas d'expérience que les violences sur place peuvent choquer.* »

Parmi les nombreux commentaires et échanges d'expérience, une infirmière en pédopsychiatrie explique que samedi dernier était sa « *première expérience dans un environnement violent* » : « *Même*

si ça m'a pas mal secouée, je serai présente pour aider. » Un secouriste explique qu'il n'a « *pas peur de la foule et des situations comme samedi dernier* » : « *Je peux faire un bandage d'urgence, un point de compression, des palpations pour vérifier d'éventuels saignements, les premiers gestes d'urgence : je suis assez costaud pour évacuer ou protéger d'éventuelles victimes. Bref, je suis là pour vous aider et je ferai ce qui vous semble utile.* »

À Tours, la violence policière a été également extrême. Selon le site collaboratif local, La Rotative, le **bilan** établi par les « *street medics* » fait état dans l'après-midi d'une trentaine de blessés côté manifestants. Parmi eux, on compte encore une personne qui a eu la main arrachée par une grenade, une femme qui a eu l'oreille déchirée par un tir de flashball, ainsi qu'un adolescent grièvement blessé à la mâchoire. Deux manifestants ont aussi été blessés aux testicules. « *La brasserie du Palais transformée en centre de soins pour que les pompiers débordés prennent en charge les victimes de la police. Des tirs de flashball qui blessent des adolescents au visage. Une main arrachée. Des déflagrations de grenades entendues jusqu'à Saint-Pierre-des-Corps [...]. La violence d'État monte d'un cran* », résume La Rotative.

Le site Lundi matin a aussi **relayé** d'autres récits et témoignages de la journée du 1^{er} décembre et des affrontements à Tours et dans d'autres villes de province. À Marseille, une dame de 80 ans, Zineb Redouane, grièvement blessée au visage par une grenade lacrymogène lancée par des policiers dans son appartement, est décédée dimanche à l'hôpital, ainsi que Mediapart l'a **rapporté**. Le procureur de Marseille a reconnu que « *des plots de grenades* » avaient été « *retrouvés chez elle* », mais il a prétendu qu'« *à ce stade* », on ne pouvait « *pas établir de lien de cause à effet entre la blessure et le décès* ».

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.